



Valeurs de l'UE : Démocratie, État de droit et droits de l'homme



Introduction

L'Union européenne repose sur un engagement commun en faveur de la démocratie, de l'État de droit et du respect des **droits de l'homme**. Tous ces principes sont inscrits à l'**article 2 du traité sur l'Union européenne** et dans de nombreux autres documents de l'UE. Ces valeurs garantissent la responsabilité des gouvernements, l'application équitable des lois et la protection des libertés fondamentales de tous les individus. Elles sous-tendent le fonctionnement de l'UE, depuis la prise des décisions jusqu'à la manière dont les États membres interagissent avec leurs citoyens et entre eux.

Des valeurs telles que **la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme** sont essentielles à l'identité de l'UE. Ensemble, ces trois principes maintiennent la confiance entre les citoyens et les institutions et favorisent **la paix, la stabilité et l'équité dans toute l'Europe**. Il ne s'agit pas seulement d'un idéal abstrait, mais d'**engagements concrets qui façonnent la vie quotidienne dans l'UE**, depuis la manière dont les dirigeants sont élus jusqu'à la manière dont les droits des individus sont protégés devant les tribunaux.

La démocratie garantit aux citoyens la possibilité de participer à la construction de l'avenir de l'Union grâce à **des élections libres et équitables, un débat public et un processus décisionnel transparent**. L'État de droit garantit que toutes les personnes et toutes les institutions sont soumises aux mêmes normes juridiques, ce qui empêche les abus de pouvoir et garantit l'application équitable de la justice. Les droits de l'homme protègent **la dignité et les libertés de chaque individu**, protègent les personnes contre la discrimination, garantissent la liberté d'expression et défendent les droits sociaux et économiques fondamentaux. En fin de compte, il est essentiel de comprendre ces trois valeurs fondamentales pour comprendre comment fonctionne l'UE et pourquoi elle existe.



Concepts clés et définitions

- ◆ **Démocratie** : Système de gouvernement dans lequel le pouvoir appartient au peuple, qui l'exerce directement ou par l'intermédiaire de représentants élus.
- ◆ **État de droit** : Principe selon lequel tous les individus et toutes les institutions, y compris les gouvernements, sont tenus de respecter des lois qui sont appliquées et mises en œuvre de manière équitable.
- ◆ **Droits de l'homme** : Droits et libertés fondamentaux inhérents à chaque personne, tels que la liberté d'expression, l'égalité, la vie privée et la protection contre la discrimination.
- ◆ **Droits fondamentaux** : Droits spécifiques protégés par le droit de l'Union européenne, notamment les droits sociaux, économiques et politiques.
- ◆ **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne** : Document juridique qui consolide tous les droits personnels, civils, politiques, économiques et sociaux des citoyens et résidents de l'Union européenne.
- ◆ **Égalité et non-discrimination** : Principes garantissant que toutes les personnes sont traitées de manière égale et équitable, indépendamment de leur sexe, origine ethnique, religion, handicap ou tout autre statut.
- ◆ **Responsabilité et transparence** : Obligation pour les institutions d'expliquer leurs décisions et de se soumettre au contrôle public.
- ◆ **Traité sur l'Union européenne (TUE)** : L'un des deux traités fondateurs de l'UE. L'article 2 stipule explicitement que l'UE est fondée sur le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et les droits de l'homme. L'article 7 permet de prendre des mesures à l'encontre des États membres qui enfreignent ces valeurs (par exemple, en cas de litiges relatifs à l'État de droit).
- ◆ **Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)** : Définit les politiques et les règles opérationnelles de l'UE. Établit des procédures pour la gouvernance démocratique, la protection des droits fondamentaux et le marché intérieur fondé sur l'équité et l'égalité.



- ◆ **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne** : Document unique consolidant les droits personnels, civils, politiques, économiques et sociaux des citoyens et résidents de l'UE. Garantit la protection des libertés fondamentales, des droits des travailleurs, des droits des consommateurs, de l'égalité et de la protection des données (article 8).
- ◆ **Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)** : Traité du Conseil de l'Europe auquel tous les États membres de l'UE sont parties. Protège les droits civils et politiques (par exemple, droit à un procès équitable, liberté d'expression). L'UE s'est engagée à adhérer à la CEDH afin de renforcer la protection des droits de l'homme.



Exemples concrets

◆ Défendre l'État de droit – Pologne et Hongrie

L'UE a engagé une procédure de l'article 7 à l'encontre de la Pologne et de la Hongrie en raison de préoccupations concernant l'indépendance judiciaire et les menaces pesant sur les contrôles et équilibres démocratiques. Cela a conduit à une surveillance régulière de l'UE, à des procédures judiciaires et à la subordination du financement lié au respect de l'État de droit. Cela montre comment l'UE agit pour protéger les principes démocratiques et l'indépendance des tribunaux lorsque les États membres ne respectent pas leurs engagements.

◆ Protection des droits de l'homme – La Charte européenne des droits fondamentaux en action

En 2021, la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée contre la conservation indiscriminée des données par les opérateurs de télécommunications en France et en Belgique, invoquant la protection de la vie privée et des données prévue par la Charte. Renforcement des droits à la vie privée et limitation de la surveillance de masse. Cela illustre la manière dont la Charte garantit la protection des droits fondamentaux des citoyens dans les politiques numériques et de sécurité.



◆ Promouvoir la démocratie – Initiative citoyenne européenne

En 2012, 1,8 million de signatures ont été recueillies dans toute l'UE pour demander que l'eau soit reconnue comme un bien public et non comme un produit commercial dans le cadre de l'initiative « Right2Water ». Influencer les politiques de l'UE en matière de gestion de l'eau et d'accès à l'eau potable. Cela démontre l'implication directe des citoyens dans l'élaboration des politiques de l'UE et leur participation démocratique au-delà des élections.

◆ Soutenir la liberté des médias et l'espace civique – Réponse de l'UE à la désinformation

Le plan d'action européen pour la démocratie met l'accent sur la lutte contre la désinformation, le soutien au journalisme libre et la protection de l'intégrité des élections. L'UE soutient le financement de réseaux de vérification des faits et de médias indépendants dans les pays où la liberté de la presse fait l'objet de pressions politiques (par exemple, la Hongrie et la Bulgarie). Cette action protège le débat démocratique et le droit des citoyens à une information exacte.

◆ Les valeurs humanitaires en action – Le soutien de l'UE à l'Ukraine

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE a déclenché la **directive sur la protection temporaire** afin de donner aux réfugiés ukrainiens le droit de vivre, de travailler et d'accéder aux soins de santé dans tous les pays de l'UE. Il s'agit là d'une application claire des droits de l'homme, de la solidarité et de l'engagement de l'UE à protéger les personnes confrontées à la guerre.

◆ Égalité et non-discrimination – Zones de liberté LGBTIQ

Plusieurs municipalités polonaises se sont déclarées « LGBT-free zones ». Le Parlement européen a déclaré l'ensemble de l'UE « LGBTIQ Freedom Zone » (zone de liberté LGBTIQ), illustrant ainsi l'engagement de l'UE en faveur de l'égalité et de la non-discrimination.



Données et statistiques

◆ État de droit

Selon **Eurobarometer** et **Enlargement**, environ 72 % des Européens considèrent que l'UE joue un rôle important dans le maintien de l'État de droit dans leur pays. 89 % déclarent qu'il est important pour eux que tous les États membres de l'UE respectent les valeurs fondamentales de l'UE, notamment les droits fondamentaux, l'État de droit et la démocratie. Dans le même temps, 86 % déclarent qu'il est important pour eux que les médias et les organisations de la société civile de tous les autres États membres de l'UE que leur propre pays puissent fonctionner librement et sans pression, même lorsqu'ils sont critiques. 53 % des Européens déclarent se sentir informés sur l'état de droit.

◆ Participation à la vie politique

Selon **Eurobarometer**, la participation à la vie politique reste forte, 67 % des citoyens de l'UE votant aux élections locales, nationales ou européennes. Près d'un répondant sur cinq (19 %) indique participer à des activités bénévoles ou à des projets communautaires. Environ un citoyen de l'UE sur dix indique être impliqué dans des ONG, des organisations de la société civile (10 %) ou dans des syndicats, des mouvements politiques ou des partis (9 %).

◆ Sensibilisation

Selon **Eurobarometer**, plus de 60 % des personnes interrogées déclarent connaître divers textes législatifs de l'UE relatifs à la justice, aux droits et aux valeurs, les plus connus étant : les droits des citoyens de l'UE et de leurs familles de résider librement partout dans l'UE (77 %), l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, indépendamment de la religion ou des convictions, du handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle (74 %), ainsi que le règlement général de l'UE sur la protection des données et la décision qui rend certaines formes et expressions de racisme et de xénophobie passibles de sanctions pénales (72 % dans les deux cas). Bien que la plupart des citoyens de l'UE aient entendu parler des législations susmentionnées, dans la plupart des cas, environ un tiers d'entre eux en ont connaissance, mais ne savent pas vraiment ce qu'elles impliquent.



Défis et controverses

◆ **Recul de l'État de droit**

Certains États membres, comme la Pologne ou la Hongrie, ont été accusés de porter atteinte à l'indépendance judiciaire, de restreindre la liberté des médias et d'affaiblir les mécanismes de contrôle et d'équilibre. Le débat qui s'engage porte sur la mesure dans laquelle l'UE peut intervenir dans la gouvernance interne des États souverains.

◆ **Déficit démocratique et participation citoyenne**

Certains citoyens se sentent déconnectés des institutions européennes et estiment que le processus décisionnel de l'UE est trop éloigné ou trop complexe. C'est pourquoi l'Initiative citoyenne européenne permet aux citoyens de proposer directement des mesures législatives. Parallèlement, les institutions européennes développent les consultations en ligne et investissent dans l'éducation sur l'UE.

◆ **Droits de l'homme sous pression**

Les questions abordées comprennent le traitement des migrants et des demandeurs d'asile, la montée des discours haineux, la discrimination à l'égard des minorités et les préoccupations relatives aux droits numériques. Dans le même temps, certains États membres défendent la souveraineté nationale dans des domaines sensibles, ce qui crée des tensions avec les normes européennes en matière de droits de l'homme.

◆ **Pressions externes et défis mondiaux**

Influence des puissances autoritaires qui diffusent de la désinformation, financent des partis politiques ou sapent les normes démocratiques. Cela soulève de nouveaux dilemmes concernant les relations avec les pays accusés de violations des droits humains, comme le commerce avec la Chine ou la Russie.



Lectures complémentaires et ressources

- ✦ Parlement européen. (2021). *Les valeurs européennes expliquées en une minute*. <https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20210325STO00802/les-valeurs-europeennes-expliquees-en-une-minute>
- ✦ Union européenne. (2012). *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*. Journal officiel de l'Union européenne, C 326, 391–407. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012P/TXT>
- ✦ Chopin, T., & Macek, L. (2022). *European values: Clearer debate for a more effective fight* (Policy Paper No. 275). Institut Jacques Delors. <https://www.scribd.com/document/687290940/PP275-European-values-clearer-debate-for-a-more-effective-fight-Chopin-Macek-EN>
- ✦ De Ruyt, J. (2024). *The EU rule of law mechanisms – a basis of EU identity*. Egmont Institute. Egmont Institute. <https://www.egmontinstitute.be/the-eu-rule-of-law-mechanisms-a-basis-of-eu-identity/>
- ✦ EU@School project. (2023). *Module 5 - Citoyenneté et valeurs de l'UE*. <https://www.euatschool.eu/fr/module-5-fr>
- ✦ European Parliamentary Research Service. (2020). *An EU mechanism on democracy, the rule of law and fundamental rights*. In *European Added Value Assessment*. (Report PE 654.186). <https://doi.org/10.2861/376199>
- ✦ Conseil de l'europe (2023). *Repères: Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits humains avec les jeunes* (2023 ed.). <https://rm.coe.int/compass-2023-fra-final-web-1-/1680af992d>
- ✦ Office of the High Commissioner for Human Rights. (n.d.). *Human rights of Youth*. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Youth/YouthrightsbriefOHCHR.pdf>
- ✦ FRAME collaborative project. (2021). *Deliverable 3.2: EU Human rights, democracy and rule of law: from concepts to practice*. https://gmr.lbg.ac.at/wp-content/uploads/sites/12/2021/09/deliverable-3.2_eu_human_rights_democracy_and_rule_of_law_.pdf
- ✦ Coman, R. (2022). *The politics of the rule of law in the EU polity: Actors, tools and challenges*. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-97367-4>



- ✦ Shaelou, S. L., & Razmetaeva, Y. (2024). Challenges to Fundamental Human Rights in the age of Artificial Intelligence Systems: shaping the digital legal order while upholding Rule of Law principles and European values. *ERA Forum*, 24(4), 567–587. <https://doi.org/10.1007/s12027-023-00777-2>
- ✦ Gora, A., & De Wilde, P. (2020b). The essence of democratic backsliding in the European Union: deliberation and rule of law. *Journal of European Public Policy*, 29(3), 342–362. <https://doi.org/10.1080/13501763.2020.1855465>

Vidéos (sous-titrées)

- ✦ EPP Group. (2023b, April 6). *The Rule of Law: Core values of the EU*. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=bvQxDVnuCO4>
- ✦ EVTA - European Vocational Training Association. (2024, September 10). *Your rights and responsibilities as an EU citizen*. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=qjCyCPpyRWQ>
- ✦ European Parliament Strasbourg - Euroscola. (2023, August 14). *What are EU values ?* YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=o8UwJO0VyLg>
- ✦ European Parliament. (2021, March 19). *What are EU values?* YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=Fh4uX_Grxrg
- ✦ Human Rights Watch. (2019, May 15). *When you think European elections, think human rights!* YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=eutUUP4Cw6E>
- ✦ European Parliamentary Research Service. (2019, January 10). *Human rights [Policy Podcast]*. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=k5GML3_XW30

Toutes les sources consultées le 15 septembre 2025.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Code du projet : KA220-YOU-000286883